

L'économie de la Polynésie française en 2014 Une fragile amélioration

L'économie polynésienne montre en 2014 de timides signes d'amélioration. Le redressement des finances du Pays et la relance de la commande publique ont créé des perspectives plus favorables, comme l'a traduit l'amélioration du climat des affaires. Les chefs d'entreprise jugent la situation conjoncturelle moins dégradée et se montrent plus confiants sur le moyen terme. Ils restent néanmoins prudents et l'investissement comme les créations d'emplois tardent à s'affermir. Autre signe d'amélioration, la consommation des ménages est mieux orientée qu'en 2013 et le marché du travail tend à se stabiliser. Ainsi, pour la première fois depuis six ans, l'emploi cesse de reculer.

L'économie reste toutefois fragile : elle peine toujours à trouver des relais de croissance efficaces depuis la crise et à recréer suffisamment d'emploi pour faire refluer le chômage.

Le secteur primaire se redresse, porté par les bonnes performances de la pêche et de la perliculture, qui retrouvent de l'élan à l'exportation. La situation s'améliore également dans le BTP, qui bénéficie d'une commande publique soutenue. L'activité touristique connaît un regain : la fréquentation progresse sensiblement, portée par le dynamisme de la croisière et la présence accrue des paquebots internationaux.

Dans ce contexte, l'activité bancaire est contrastée : le financement des entreprises reste morose, tandis que la collecte nette d'épargne connaît un net rebond.

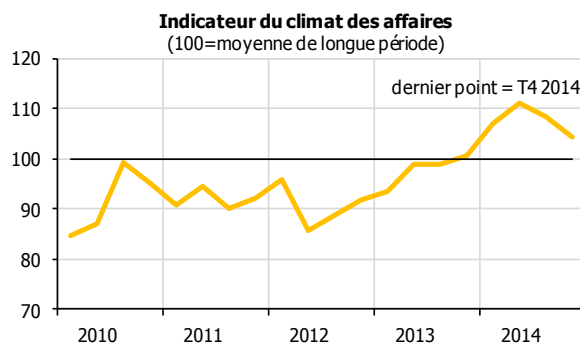
LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE EST MIEUX ORIENTÉ

La confiance persiste

L'indicateur du climat des affaires (ICA) poursuit l'amélioration amorcée en 2013 et s'établit nettement au-dessus de la moyenne de longue période tout au long de l'année, même s'il fléchit au second semestre.

Les entrepreneurs interrogés jugent la situation conjoncturelle moins dégradée et se montrent plus optimistes sur l'orientation de leur activité et de leur trésorerie.

Dans l'attente de la mise en œuvre d'un plan de relance structurant, les chefs d'entreprise maintiennent leur confiance sur le moyen terme, mais demeurent prudents, notamment dans les secteurs de la construction et de l'industrie.



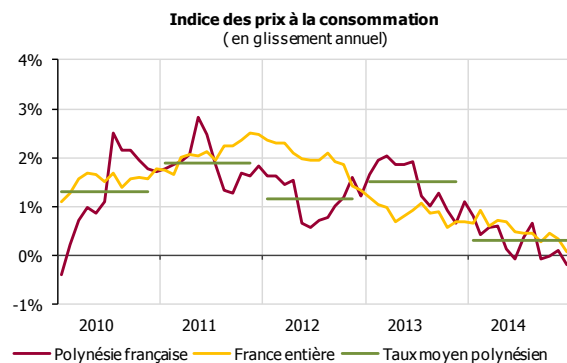
Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

La hausse des prix s'affaiblit

La hausse des prix s'affaiblit en 2014. Elle est en moyenne de 0,3 % et s'établit à -0,2 % en fin d'année, un rythme sensiblement inférieur à celui de 2013 (+1,1 %).

Cette évolution tient au recul des prix des produits manufacturés (-0,9 %) et des services (-0,6 %), alors que les prix de l'alimentation progressent de 1,3 %.

Après avoir fortement augmenté en 2013 (+8,8 %), les tarifs des transports aériens se replient de 3 % sur un an, dans un contexte de baisse des prix du pétrole sur les marchés internationaux. Hors transport aérien international, l'indice des prix est en baisse de 0,2 % sur un an.



Source : ISPF, INSEE

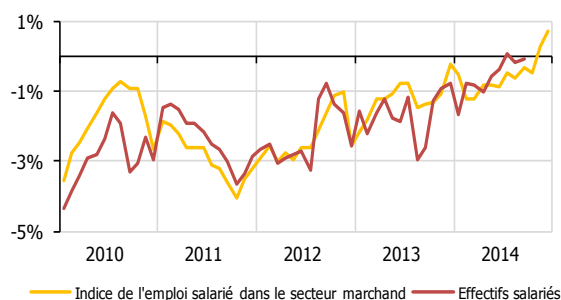
Stabilisation de l'emploi en fin d'année

L'emploi salarié progresse de 0,8 % en 2014, alors qu'il diminuait au rythme moyen de 1,8 % par an ces cinq dernières années. Cette première hausse depuis six ans est en partie imputable à un recours accru à l'emploi intérimaire et temporaire en fin d'année, alors que l'épidémie de chikungunya sévissait sur le territoire.

La progression de l'emploi dans les services marchands (+2,7 % sur un an) et dans l'hôtellerie-restauration (+3,4 %) compense la réduction des effectifs qui s'accélère dans la construction (-7,3 %) et perdure dans l'industrie (-1,4 %).

Le marché du travail reste sous tension : le nombre de demandeurs d'emploi enregistrés au Service de l'Emploi (SEFI) continue de progresser (+1,8 % sur un an), et s'élève à 9 900 en fin d'année. Le taux de chômage mesuré par le recensement a presque doublé en cinq ans, passant de 11,7 % en 2007 à 21,8 % en 2012.

Évolution de l'emploi salarié
(en glissement annuel)



Sources : CPS, ISPF

La consommation des ménages est mieux orientée

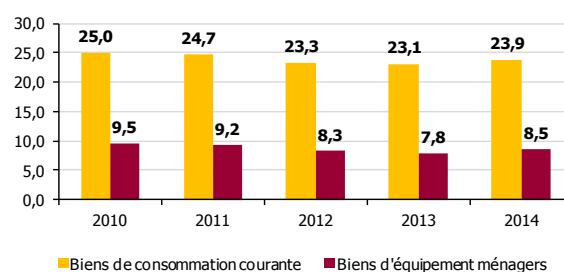
La consommation des ménages est mieux orientée qu'en 2013, mais reste peu dynamique dans un contexte de tensions persistantes sur le marché du travail.

Les importations de biens alimentaires (+2,3 %), de biens de consommation courante (+3,4 %) et de biens d'équipement ménagers (+9,3 %) progressent, sans pour autant toujours retrouver leur niveau antérieur. Les ventes de véhicules de tourisme augmentent sur le marché du neuf (+3,9 %) et de l'occasion (+6,2 %)

En revanche, les encours de crédits à la consommation sont en net retrait (-5,9 % en glissement annuel).

Au 1^{er} octobre 2014, le salaire minimum (SMIG) a été revalorisé de 2 % et s'élève désormais à 152 914 F CFP.

Importations de biens destinés aux ménages
(en milliards de F CFP)



Sources : ISPF, Douanes

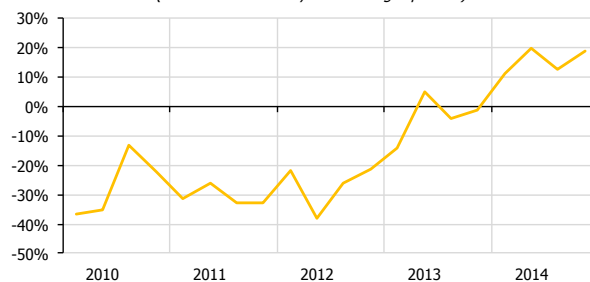
L'investissement des entreprises peine à repartir

L'investissement des entreprises manque de vigueur : les importations de biens d'équipement augmentent – hors éléments exceptionnels – de 2,0 %, mais demeurent inférieures de 12 % à leur moyenne de longue période. L'encours des crédits d'investissement des entreprises (+2,8 %) progresse cependant, grâce à des prêts d'envergure dans le secteur des transports.

Bénéficiant de taux d'intérêt favorables, les crédits à l'habitat (+1,1 %) poursuivent en revanche leur évolution à la hausse pour la troisième année consécutive. L'investissement immobilier des ménages est particulièrement dynamique : la production locale de nouveaux crédits s'élève en 2014 à 24 milliards de F CFP, contre 20,4 milliards en 2013.

Les intentions d'investissement sont dans l'ensemble favorablement orientées depuis le début de l'année, témoignant d'une meilleure confiance des chefs d'entreprise sur le moyen terme.

Prévisions d'investissements à un an
(centrées sur leur moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

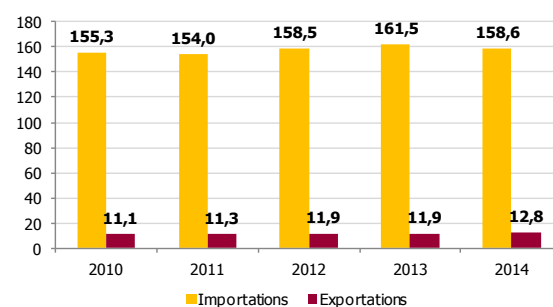
Les exportations locales progressent

Les importations se replient en 2014 (-1,8 % à 158,6 milliards de F CFP), en raison d'importations exceptionnelles (deux avions par la compagnie aérienne régionale Air Tahiti) moins importantes qu'en 2013. Hors importations exceptionnelles, cette contraction est moins importante (-0,5 %). Les importations de biens d'équipement (+2 %) et de biens destinés aux ménages (+2,6 %) sont en hausse. Celles de biens intermédiaires (-3 %) et de produits pétroliers (-10 %) se replient.

En parallèle, les exportations locales progressent sensiblement (+7,7 % à 12,8 milliards de F CFP) grâce à une hausse des principaux produits exportés, à l'instar des perles (+13 %), qui représentent 69 % des recettes d'exportation de biens en 2014.

Au final, le déficit de la balance commerciale s'atténue, à 146 milliards de F CFP (après 150 milliards en 2013).

Commerce extérieur
(en milliards de F CFP)



Sources : ISPF, Douanes

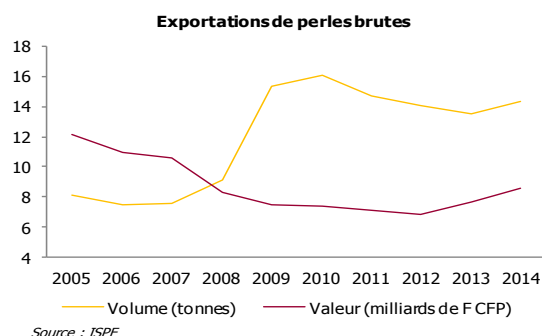
UN DYNAMISME INÉGAL DES PRINCIPAUX SECTEURS

Le secteur primaire se redresse

Après plusieurs années difficiles, le secteur pericole continue d'améliorer ses performances à l'export, grâce au retour des acheteurs hongkongais : les recettes d'exportations de perles brutes ont en particulier progressé de 13 % pour un volume en hausse de 6 %, portant le prix moyen au gramme à 601 F CFP. Les exportations de produits perliers ont ainsi rapporté 8,8 milliards de F CFP à la Polynésie française en 2014. La filière poursuit d'autre part ses efforts de restructuration : deux nouvelles structures de promotion ont ainsi vu le jour en 2014.

Les exportations de vanille augmentent en parallèle de 1,3 % en 2014 à 17,7 tonnes. Les recettes générées s'inscrivent en hausse de 16 % grâce à l'essor des cours mondiaux. Les exportations de monoï s'améliorent également (+22 %) après deux années de baisse. Enfin, après une année de repli lié à des difficultés d'acheminement, la production de coprah progresse de 30 % grâce à la forte hausse de la production livrée par les Tuamotu-Gambier (+57 %).

La filière pêche connaît également un net rebond, après une année 2013 de baisse de la production et de repli des exportations. L'année 2014 est la deuxième meilleure de la décennie, avec des exportations en hausse de 18 % en volume et 13 % en valeur, à 1,2 milliard de F CFP.



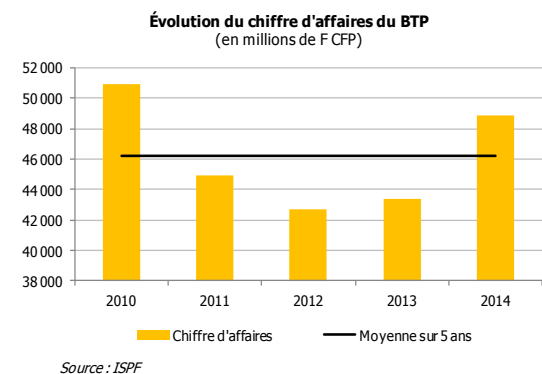
La situation s'améliore dans le BTP, mais le secteur n'embauche pas

La situation dans le BTP s'améliore : le chiffre d'affaires du secteur s'inscrit en hausse (+12 %).

Les dépenses liquidées par la direction de l'Équipement (+61 %) et l'Aviation civile (+100 %) progressent fortement, en lien avec les travaux d'aménagement routiers et aéroportuaires, ce qui impacte positivement le chiffre d'affaires des entreprises du génie civil (+24 %).

Le chiffre d'affaires de la branche bâtiment, principal pourvoyeur d'emploi du secteur, augmente également (+17 %), mais les effets de cette hausse sur l'emploi salarié ne se font pas ressentir, en l'absence de perspective forte, en particulier en matière de logement social.

Dans ce contexte, les entreprises du BTP réalisent des gains de productivité et améliorent leur trésorerie, tandis que les effectifs continuent de diminuer (-7,3 % sur un an).

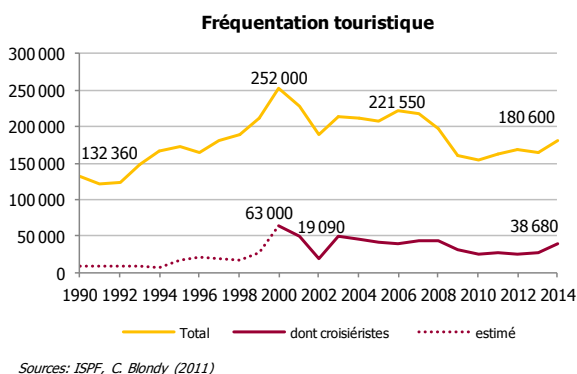


La fréquentation touristique est portée par la croisière

Avec 180 600 touristes accueillis, l'activité touristique connaît un regain de fréquentation (+10 %), portée par le dynamisme de la croisière (+43 %), qui bénéficie d'une présence accrue des paquebots internationaux.

Le chiffre d'affaires de l'hôtellerie et les revenus par chambre progressent sur l'année. Dans le même temps, l'emploi augmente de 3,4 % dans la branche hôtellerie-restauration.

Le coefficient moyen de remplissage des hôtels s'améliore de trois points à 63 % en raison d'une nouvelle baisse du nombre de chambres offertes (-4,1 %), couplée à une légère hausse du nombre de ventes (+0,3 %). Entre 2000 et 2014, la capacité d'accueil de l'hôtellerie internationale a diminué de 577 chambres (-17 %).



Les États-Unis confortent leur position de premier marché émetteur de touristes avec une forte hausse de fréquentation (+16 %). La clientèle américaine représente 51 % des croisiéristes en 2014 (+4 points) et 32 % des touristes en hébergement terrestre payant.

L'activité commerciale est mitigée, les services plus dynamiques

Le secteur du commerce automobile bénéficie du rebond du marché : son chiffre d'affaires progresse de 8 % en 2014, en cumul. En revanche, les professionnels du commerce de gros et du commerce de détail déplorent la faiblesse de leur courant d'affaires (respectivement -1,3 % et -1,0 %) et font état de tensions de trésorerie persistantes. Les entreprises du secteur des services marchands notent en revanche une reprise de leur activité : leur trésorerie s'améliore et leurs intentions d'investir à un an se redressent. Sur l'année, l'emploi s'inscrit en hausse dans le commerce (+0,9 %) et dans les services (+2,7 %).

L'ACTIVITÉ BANCAIRE EST CONTRASTÉE

Dans un contexte économique mieux orienté, mais qui reste peu porteur, l'activité bancaire est contrastée. L'encours sain de crédits fléchit pour la troisième année consécutive alors que la collecte de dépôts renoue avec la croissance.

Net rebond des avoirs des agents économiques

Les actifs financiers des agents économiques polynésiens progressent de 5,1 % au cours de l'année 2014, après trois années de repli. La collecte nette d'épargne atteint 24,1 milliards de F CFP en fin d'année.

La croissance des encours est particulièrement nette pour les entreprises (+9,3 %) dont les comptes à terme progressent fortement (+33,4 %), alors que leurs dépôts à vue se contractent (-2,9 %). Les actifs des ménages poursuivent leur croissance (+3,4 % en glissement annuel), portée par les bonnes performances des dépôts à vue (+5,5 %) et de l'épargne à long terme, qu'il s'agisse des contrats d'assurance-vie (+10,8 %) ou des plans d'épargne logement (+4,8 %).

Le financement des entreprises demeure en retrait

L'encours sain des crédits se contracte pour la troisième année consécutive (-0,7 %), sous l'effet d'un nouveau recul du financement des entreprises (-4,6 %), et plus particulièrement des crédits d'exploitation (-10,6 %). En revanche, les crédits d'investissement progressent de nouveau (+2,8 %), grâce à quelques opérations d'envergure dans les domaines du transport et du commerce.

L'encours des crédits aux collectivités locales se redresse (+1,2 %), en lien notamment avec l'octroi d'un crédit en faveur du Pays.

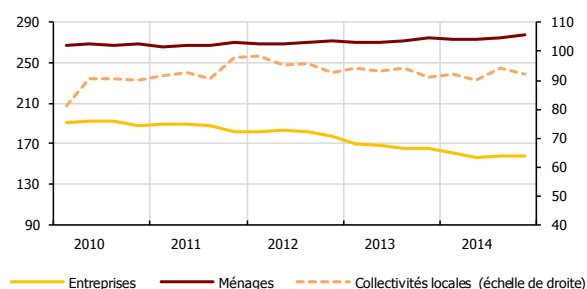
Les crédits aux ménages affichent une nouvelle progression (+0,9 %), grâce aux crédits à l'habitat (+2,1 %), qui poursuivent leur évolution à la hausse à la faveur de taux d'intérêt bas.

La sinistralité reste élevée

La qualité du portefeuille des établissements de crédit locaux reste stable en 2014, mais la sinistralité demeure à un niveau élevé. Le taux de créances douteuses brutes sur la place bancaire polynésienne s'élève à 12,8 % en fin d'année (+0,2 point), tandis que le taux de provisionnement s'inscrit en hausse de 2,2 points, à 61 %.

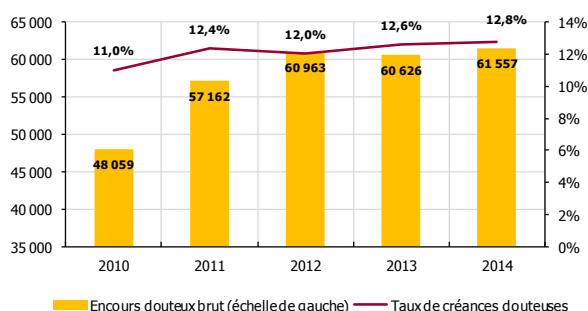
La nouvelle hausse du taux de créances douteuses des entreprises (19,9 %, contre 19,1 % fin 2013 et 8,1% fin 2008) révèle une dégradation de leur capacité de résistance financière après cinq années de crise. Le taux de créances douteuses des ménages demeure en revanche stable (-0,1 point) et s'établit à 8,2 %.

Encours de crédits sains par agent
(en milliards de F CFP)



Source : IEOM, Surfi

Encours douteux bruts des établissements de crédit locaux
(en millions de F CFP et en pourcentage de l'encours brut)



Source : IEOM - Surfi

LES PERSPECTIVES Demeurent incertaines

L'économie polynésienne a montré en 2014 de premiers signes d'amélioration. L'économie reste toutefois fragile, l'activité demeurant globalement peu dynamique. La consommation des ménages, véritable moteur de la croissance, manque encore de fermeté, et l'investissement des entreprises peine à repartir, en dépit d'une meilleure confiance des entrepreneurs sur le moyen terme.

Pour les mois à venir, l'enjeu reste de favoriser rapidement les relais de croissance susceptibles de relancer l'économie et de recréer suffisamment d'emploi pour faire refluer le chômage. L'espoir pour 2015 passe par la consolidation des secteurs clés que sont le tourisme et le BTP. L'activité touristique devrait notamment profiter du renouveau de la croisière et d'une fréquentation accrue, dans un contexte international plus favorable. Les marges de manœuvre financières retrouvées du Pays et l'engagement de l'État doivent également permettre de soutenir le secteur du bâtiment et d'accroître en particulier la construction de logements sociaux.

Au-delà, l'élaboration d'un plan stratégique de développement devrait donner aux acteurs économiques les orientations et la stabilité nécessaires. Dans les années à venir, le tourisme pourrait constituer un levier de développement privilégié, grâce à la mobilisation des acteurs autour de projets structurants.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : P.-Y. LE BIHAN

Éditeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer : avril 2015 – Dépôt légal : avril 2015 – ISSN 1968-6277